

**CONCLAVE, CENSURE : CE N'EST NI DANS LES SALONS,
NI AU PARLEMENT QU'ON COMBAT L'OFFENSIVE PATRONALE**

**INTELLIGENCE ARTIFICIELLE,
CAPITALISME BIEN RÉEL**

RÉVOLUTIONNAIRES

37 26 JUIN 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**La folie guerrière
de Trump,
Netanyahou et
Macron**

**C'est la barbarie
capitaliste**

**unissons-nous
pour
la stopper !**

ÉDITORIAL

**Vraie guerre
ou prétendue
paix : de la
Palestine à l'Iran,
stopper Trump et
Netanyahou !**

Deux semaines de bombardements massifs de l'Iran par l'armée israélienne, appuyés par ceux de l'armée américaine : destruction d'infrastructures, de sites nucléaires et d'habitations, des milliers de morts et de blessés, principalement en Iran, mais aussi en Israël. Et aujourd'hui, Trump et Netanyahou annoncent une « trêve » et un « cessez-le-feu ». Pour combien de temps ?

L'ORDRE IMPÉRIALISTE

Les États-Unis et leur bras armé sur place, l'État d'Israël, appliquent méthodiquement leur politique. Tous les régimes de la région et toutes les forces politiques ou militaires doivent se plier docilement à leur volonté. La moindre velléité d'indépendance est durement réprimée et ensevelie sous des déluges de bombes : Liban, Yémen, Syrie, et maintenant Iran, les armes israéliennes et occidentales amènent les différents États du Moyen-Orient à se soumettre. Israël en profite pour poursuivre et intensifier ses propres appétits colonialistes avec le génocide à Gaza et l'annexion de fait de la Cisjordanie.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

Justice de classe, racisme, chômage, précarité : deux ans après la mort de Nahel, toujours autant de raisons de se révolter !

Le 27 juin 2023, un policier assassinait Nahel, un habitant de Nanterre de 17 ans, en lui tirant dessus à bout portant en plein jour sous le regard de témoins. Cette exécution, filmée, avait été un détonateur pour une nouvelle explosion de colère et l'expression d'une révolte des habitants des quartiers populaires. Pauvreté, précarité, racisme, violences policières, comme en 2005, les capitalistes pensaient pouvoir contenir tranquillement sous leurs pieds ce cocktail explosif, cette poudrière qui a fini par leur exploser au visage !

Le massacre actuel à Gaza vient rappeler à quel point toutes les vies humaines n'ont pas la même valeur. La mort de Nahel en était une autre démonstration. Il a fallu attendre deux ans pour que des juges d'instruction se décident à poursuivre pour meurtre le policier auteur du tir mortel. Sous la pression des émeutes dans les quartiers, il avait été d'abord placé en détention provisoire, mais bien vite libéré dès le retour à l'ordre imposé par le déploiement de 45 000 gendarmes et policiers.

Cette justice de classe, qui ordonnait cette remise en liberté, prononçait en revanche des peines de prison ferme à l'encontre de plus de 500 jeunes, dont la moitié de mineurs, qui avaient participé aux émeutes, quand bien même eux n'avaient tué personne !



Dupond-Moretti, ministre de la Justice de l'époque, exigeait contre tous les jeunes émeutiers ou supposés tels, une réponse judiciaire « rapide, ferme et systématique » avec « des peines sévères ». Mais dès l'annonce de l'ouverture d'un procès à l'encontre du policier assassin, celui-ci a reçu, sans délai, le soutien du préfet de police de Paris, Nuñez, du ministre de l'Intérieur, Retailleau, et du ministre de la Justice, Darmanin.

Il n'y a pas de doute, la police est bien le bras armé de l'État. Elle est chargée de défendre l'ordre des capitalistes y compris par les moyens les plus brutaux. Sans doute ces Nuñez, Retailleau et Darmanin rêveraient d'adopter des lois qui donnent un blanc-seing à cette police. À l'image du décret que vient d'adopter Milei, président argentin, qui, en plus d'autoriser les policiers fédéraux à arrêter, priver de liberté, filer et espionner tout individu suspecté de vouloir commettre un crime sans avoir besoin d'en référer à la justice, leur permettra d'ouvrir le feu pour « assurer la défense opportune des personnes ».

La moindre des choses serait que ce policier soit condamné pour meurtre – jusqu'à son procès en 2026 au plus tôt, il profite de sa liberté et du 1,6 million récolté par une cagnotte d'extrême droite. Mais nous ne nous faisons pas d'illusion sur le fait qu'une condamnation rendra justice à Nahel ou à tous les autres.

Depuis deux ans, rien n'a changé dans les quartiers. Aux pieds des buildings de la Défense qui abritent les sièges d'entreprises capitalistes riches à milliards, dans la cité Pablo-Picasso à Nanterre, chômage, précarité, pauvreté, racisme et contrôles policiers rythment toujours la vie des habitants. Nous ne rendrons justice à Nahel et à toutes les autres victimes qu'en inversant cet ordre des choses.

JULIETTE STEIN • 23/06/2025

MORT D'UN STAGIAIRE DE 15 ANS : L'EXPLOITATION TUE ET ELLE N'ÉPARGNE PERSONNE

Le 18 juin, un élève de seconde de Saint-Lô (Manche) en « stage d'observation » a été victime d'un accident mortel. Depuis avril, cela fait donc trois jeunes d'à peine 18 ans morts au travail, deux stagiaires et un apprenti. La CGT de l'Éducation nationale et le Snés ont dénoncé, à juste titre, ces stages de seconde dont tout le monde sait qu'ils n'ont été créés que pour « occuper » les élèves au mois de juin.

Mais, depuis des années, le temps passé en stage dans le cadre de la scolarité ne fait qu'augmenter, afin de « découvrir le monde de l'entreprise » – comme si les jeunes d'aujourd'hui pouvaient, dans cette société, échapper à ce « monde » qui n'a rien d'enviable ! Dans les lycées professionnels, les stages, plus nombreux, visent à accréditer cette idée stupide que « l'entreprise » serait un lieu de formation... Or les jeunes issus des classes populaires sont plutôt transformés en une main-d'œuvre gratuite ou quasi gratuite. Et se retrouvent à travailler dans des secteurs dangereux.

On en parle beaucoup parce qu'il est effectivement révoltant de mourir à quinze ans. Mais ce qui est tout aussi révoltant, c'est de mourir au travail : en 20 ans, la Sécurité sociale a répertorié plus de 21 000 décès et 13 millions de blessés liés au travail. Sans parler de certaines maladies chroniques, conséquences évitables du travail, mais pas de l'exploitation.

Les personnes de moins de 25 ans sont d'autant plus touchées qu'elles ne sont pas traitées avec le soin imposé par leur âge. Ce qui fait qu'elles ont 2,5 fois plus de risque que le reste de la population de subir un accident sur leur lieu de travail.

Jeune ou moins jeune, personne ne doit mourir au travail.

ANDRY YANDA • 23/06/2025

Dissoudre un mouvement antifasciste : tout un symbole de la politique de Retailleau et du gouvernement

Le 12 juin, le Conseil des ministres a prononcé la dissolution du mouvement antifasciste la Jeune Garde. Pour faire piètre illusion, il a aussi annoncé la dissolution de l'organisation néofasciste Lyon Populaire. Selon Retailleau, « l'État ne saurait tolérer que de tels groupements continuent à exalter impunément la haine et la violence, quelle que soit leur orientation politique ou idéologique ».

Une logique qui devrait le conduire à proposer la dissolution... du RN et de son propre gouvernement, qui ne cesse d'administrer les preuves qu'il marche dans le sillage de l'extrême droite, à coup de discours sur « l'ensauvagement » ou de spectaculaires opérations de rafles de travailleurs sans papiers.

En matière de haine et de violence, l'attentat raciste qui a coûté la vie à Hichem Miraoui, coiffeur tunisien de 45 ans dans le Var

le 31 mai, est une dramatique démonstration des conséquences de la montée des idées xénophobes en France. Le meurtrier mêlait sur ses réseaux sociaux appels à des meurtres racistes et incitations au vote RN. Le Pen et Bardella ont, en guise de pare-feu, dénoncé un crime raciste, des déclarations aussitôt contestées par leurs propres sympathisants.

Leur entreprise de quête de respectabilité et de dédramatisation est tous les jours démentie par les propos et les écrits de mili-

tants et d'élus de leur parti. Sur la page officielle de soutien à Bardella sur Facebook, des centaines de messages racistes et d'appels au meurtre ont été postés suite à la victoire du PSG début juin. Un autre groupe Facebook, intitulé « La France avec Jordan Bardella », dont sont membres 34 députés RN, est truffé de messages racistes... La liste est interminable. Et maintenant, la défense par Marine Le Pen de Caroline Parmentier, qui est une de ses plus proches collaboratrices : vice-présidente du groupe RN à l'Assemblée, responsable presse du RN pendant les campagnes des Européennes de 2019 et de la présidentielle de 2022. En tant qu'ancienne rédactrice du journal d'extrême droite catholique traditionaliste *Présent*, elle est mise en cause pour ses écrits homophobes, racistes, antisé-

mites ou célébrant le maréchal Pétain. Elle s'illustre par sa dénonciation du « lobby juif », ou de Simone Veil, qui devient sous sa plume « la grosse, celle de la loi qui porte son nom et qui génocida 220 000 petits innocents par an ». Un triste florilège à l'image non seulement de la mouvance du RN mais aussi de ses figures les plus officielles.

Que va faire Retailleau, sinon continuer à leur emboîter le pas ? Et mettre ses menaces à exécution, concernant la dissolution du collectif Urgence Palestine, alors que le génocide des Palestiniens se poursuit en toute impunité ?

LYDIE GRIMAL • 22/06/2025

Vague de chaleur en France, incendies en Grèce : Notre planète brûle pour leurs profits



KARYES, ÎLE DE CHIOS, GRÈCE, 22 JUIN 2025
PANTELOS FYKARIS/AP/SIPA

C'est, en pleine vague de chaleur européenne, un groupe d'anciens chercheurs du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) affirme qu'il est désormais impossible d'atteindre le but fixé lors de la COP21 de freiner le dérèglement climatique à 1,5 °C. Cela signifie une multiplication des canicules, des méga-feux, des tempêtes, sécheresses, inondations et déplacements meurtriers de population (500 millions de réfugiés climatiques d'ici 2050). Et la machine s'emballle, alors que les émissions de gaz à effet de serre ont atteint des records en 2023.

Les rapports des scientifiques et les signaux d'alarme ne datent pas d'aujourd'hui, mais les gouvernements et indus-

triels prouvent tous les jours depuis des années leur incapacité à faire face au problème. En 2019, alors que les mobilisations de jeunesse *Fridays for Future* parcouraient l'Europe, le gouvernement français a monté une convention citoyenne pour le climat, servant d'écran de fumée pour donner l'illusion de se préoccuper de l'écologie tout en limitant les mesures restrictives pour les industriels.

Deux ans plus tard, Macron chantait les louanges des accords de Paris, signés lors de la COP21, dont aucun des objectifs n'a été atteint. Y compris par la France, dont le ministre de l'Industrie et de l'Énergie se préoccupe moins d'écologie que des profits du patronat français, en donnant à « l'industrie lourde la possibilité de produire en France, sans relâcher dans l'atmosphère le carbone qu'elle produit inévitablement ». En bref : laisser les exploiters polluer sans vergogne, du moment qu'ils enfouissent ou exportent leurs déchets à l'autre bout de la planète. Comme si le dérèglement climatique s'arrêterait aux frontières !

L'extrême droite vole elle aussi au secours des pauvres patrons martyrisés par le peu de normes écologistes existantes : suppression des mesures anti-greenwashing, attaques contre le solaire et l'éolien, etc. La diffusion des discours climato-sceptiques vise à briser le consensus scientifique et à passer en force, à la manière de Trump et son « *drill, baby, drill* », afin de maintenir et renforcer les profits liés à la production et consommation d'hydrocarbures.

En face des discours réactionnaires, certains industriels maintiennent leur volonté de « passer au vert »... Ainsi, le secteur chinois des technologies « propres » représente 1 736 milliards d'euros. Mais derrière ces productions de panneaux solaires, voitures électriques et éoliennes, les processus de fabrication continuent de se servir massivement du charbon et d'autres procédés très polluants.

Climatoscepticisme ou capitalisme vert, les différentes bourgeoisies usent de l'un et de l'autre dans le cadre de leurs guerres commerciales, quitte à changer de politique industrielle en fonction de la situation et de leur accès aux ressources, liées aux luttes impérialistes pour le partage du monde, notamment au Moyen-Orient ou autour des terres rares.

Seuls les travailleurs et travailleuses, qui subissent les premiers les désastres écologiques, peuvent agir rationnellement sur la production et ses effets sur le climat. Le mouvement mondial massif *YouthForClimate* avait réussi à mettre la question écologique au-devant de la scène. Les travailleurs aussi ont intérêt à se battre pour un avenir meilleur, en adéquation avec notre environnement, en mettant l'industrie sous contrôle ouvrier !

CHARLOTTE MALER • 24/06/2025

Sélection à l'université : La lutte pour le droit à étudier continue !

Comme chaque année depuis sa mise en place en 2018, l'annonce des premiers résultats de Parcoursup (la plateforme de sélection à l'entrée de l'université) génère nombre de réactions sur les réseaux et de la colère dans la jeunesse. Une colère légitime face à un véritable tri social et raciste accentué à chaque rentrée par le gouvernement, laissant plus d'un tiers des candidats - 295 000 en 2024 (280 000 en 2023) - sans aucune option de poursuite d'études ! Plusieurs centaines de milliers de jeunes sortis du lycée, privés de faire les études de leur choix, car ils ne viennent pas du bon quartier, de la bonne famille ou de la bonne nationalité ! Et cette sélection s'applique également à la sortie de la licence avec la plateforme MonMaster. L'an dernier, 37 % des candidats n'ont pas eu de place en master.

S'ORGANISER POUR LUTTER

Face aux projets du ministère d'exclure encore plus les enfants d'ouvriers ou issus de l'immigration des études supérieures, des équipes militantes et syndicales prennent dans plusieurs universités la question de la lutte contre cette sélection à bras-le-corps.

Chaque année, les mobilisations des collectifs de sans-facs ont permis d'arracher des inscriptions aux présidences des facs. Déjà, on voit fleurir à Lyon, à Lille, à Nanterre, Grenoble ou encore à Metz des permanences de recensement des cas de « sans-facs », dans l'objectif de les recenser, les regrouper en vue de faire des recours collectifs et d'organiser la mobilisation pour exiger une place dans la filière de leur choix. Car il est possible de contester les refus. Ces sections syndicales prévoient d'ores et déjà des actions et des assemblées générales ouvertes aux sans-facs et à leurs soutiens en juillet pour commencer à organiser la mobilisation. Cette question s'inscrit dans le contexte de lutte contre les coupes de budget dans les universités, contre lesquelles une journée de grève étudiante est déjà prévue à la rentrée.

Et pour cause, ces offensives du gouvernement contre les

étudiantes et les étudiants ont comme objectif de faire des économies dans le budget des facs en réduisant le nombre de jeunes qui peuvent accéder aux études supérieures, d'adapter les formations aux intérêts du patronat et favoriser l'enseignement privé. Ce dernier s'est construit en profitant du renforcement de la sélection dans le public : de 2010 à 2022 le nombre d'étudiants dans le privé a grossi de 72 % contre 10 % dans le public.

Cet état de fait délétère s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement tant à la santé qu'à l'enseignement, réduisant les financements des services publics. Concrètement, dans les universités, entre 2008 et 2024, si le nombre d'étudiants a augmenté de 31 %, le budget de l'enseignement supérieur n'a progressé que de 4 % : le budget par étudiant a baissé de 20 %. En parallèle, le budget de la défense progresse...

de 7 % par an en moyenne depuis 2017, selon le ministère des Armées.

Pendant que Philippe Baptiste (ministre de l'ESR) est occupé à se pavaner au salon du Bourget, et que les présidences de fac se lancent dans des chasses aux sorcières ubuesques contre les militants qui combattent les politiques de casse du service public, les étudiants s'organisent pour une fac ouverte aux enfants d'ouvriers. Le NPA-Révolutionnaires apporte son soutien aux sans-facs qui se battent pour leurs droits ! Face aux attaques que prépare ce gouvernement, il est nécessaire d'organiser une force contre l'État et l'ensemble de ses relais !

BENJAMIN PALKA • 24/06/2025



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES